

# INSTRUCTION

N° 99-016-A1-A21 du 3 février 1999

NOR : BUD R 99 00016 J

Texte publié au BOCP

## RECOUVREMENT DE L'IMPÔT

### ANALYSE

Paielement par virement ou prélèvement

Date d'application : 27/01/1999

### MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; PAIEMENT ;  
PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE ; VIREMENT

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 95-059-A21 du 18 mai 1995

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

### DIFFUSION

GT 12

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4ème Sous-direction - Bureau 4A -*

*7ème Sous-direction - Bureau 7C*

*3ème Sous-direction - Bureau 3A*

## SOMMAIRE

<b>1. CHAMP D'APPLICATION DU PAIEMENT PAR VIREMENT OU PRÉLÈVEMENT .....</b>	<b>4</b>
1.1. Les impôts concernés .....	4
1.1.1. Impôts recouvrés spontanément .....	4
1.1.2. Impôts recouvrés par voie de rôle.....	4
1.2. Appréciation du seuil de 500 000 F .....	5
<b>2. INFORMATION DES REDEVABLES.....</b>	<b>5</b>
2.1. Impôts nouvellement concernés par le virement ou le prélèvement.....	5
2.1.1. Taxe sur les salaires .....	5
2.1.2. Impôt sur le revenu, taxe d'habitation et taxes foncières .....	5
2.1.3. Rôles supplémentaires .....	6
2.2. Impôts déjà concernés par le virement ou le prélèvement.....	6
2.2.1. Impôt sur les sociétés - contributions : .....	6
2.2.2. Taxe professionnelle.....	6
<b>3. MODALITÉS PRATIQUES.....</b>	<b>6</b>
3.1. Rôle du redevable .....	6
3.1.1. Ordre de virement.....	6
3.1.2. Possibilité de payer tout impôt par virement.....	8
3.2. Rôle de la Banque de France .....	8
3.2.1. Traitement du virement.....	8
3.2.2. Information du comptable.....	8
3.3. Rôle du comptable du trésor .....	8
3.3.1. Saisie du virement dans les applications RIS et REC.....	8
3.3.2. Comptabilisation du virement .....	8
3.3.3. Délai de conservation des copies d'avis de virement .....	9
3.3.4. Le comptable n'est pas en mesure de traiter l'avis de virement.....	9
<b>4. APPLICATION DE LA MAJORATION DE 0,2 %.....</b>	<b>9</b>
4.1. Champ d'application .....	9
4.2. Date de liquidation.....	10
4.3. Recouvrement.....	10

4.4. Remise de la majoration de 0,2 % .....	10
---	----

## **LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE N° 1 : Article 71 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998.....	11
ANNEXE N° 2 : Conditions d'application des majorations de 10 % et 0,2 % .....	12
ANNEXE N° 3 : Lettre d'information pour les redevables de l'impôt sur le revenu, des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle. ....	13
ANNEXE N° 4 : Lettre d'information pour les redevables d'impôts recouvrés par voie de rôles supplémentaires.....	14

L'alinéa 3 de l'article 1681 quinquies du code général des impôts (article 47-I de la loi de finances rectificative pour 1993) prévoyait jusqu'à présent que les paiements d'impôt sur les sociétés devaient être effectués par virement, directement opéré sur le compte du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque de France, lorsque leur montant excède un million de francs.

L'article 1681 sexies (article 47-II de la loi de finances rectificative pour 1993), prévoyait, par ailleurs, que lorsque leur montant excède un million de francs, l'acompte et le solde de la taxe professionnelle seraient acquittés au choix du contribuable, soit par virement soit par prélèvement.

L'article 71 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (annexe 1) a étendu l'obligation de paiement par virement ou prélèvement à l'ensemble des impôts exigibles dans les conditions fixées à l'article 1663 ainsi qu'aux acomptes mentionnés aux articles 1664 et 1679 quinquies à compter du 1er janvier 1999. Il a en outre abaissé le seuil de cette obligation de paiement de un million de francs à 500 000 francs.

Conformément à l'article 1762 septies du code général des impôts, le non respect de ces obligations entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre mode de paiement.

La présente instruction a pour objet de présenter les conditions de mise en oeuvre du paiement par virement ou prélèvement des impôts supérieurs à 500 000 F.

## **1. CHAMP D'APPLICATION DU PAIEMENT PAR VIREMENT OU PRÉLÈVEMENT**

### **1.1. LES IMPÔTS CONCERNÉS**

#### **1.1.1. Impôts recouvrés spontanément**

- l'impôt sur les sociétés (acomptes et solde)<sup>1</sup> ;
- les contributions sur l'IS prévues aux articles 235 ter ZA et ter ZB du Code général des impôts (recouvrées comme l'IS) ;
- la taxe sur les salaires.

Ces impôts ne sont concernés que par l'obligation de paiement par virement.

#### **1.1.2. Impôts recouvrés par voie de rôle**

##### **1.1.2.1. les impôts exigibles dans les conditions fixées à l'article 1663 du CGI**

Il s'agit de tous les impôts directs recouvrés par voie de rôle (impôt sur le revenu, taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxes foncières ainsi que l'ensemble des rôles supplémentaires).

- les acomptes mentionnés aux articles 1664 ou 1679 quinquies du CGI

Il s'agit des acomptes d'impôt sur le revenu et de l'acompte de taxe professionnelle.

Le redevable d'un impôt sur rôle a le choix d'acquitter le paiement afférent à cet impôt (qu'il s'agisse d'un acompte, du solde ou de la totalité de l'impôt lorsqu'aucun acompte n'est dû) soit par virement, soit par prélèvement dans les conditions fixés par l'article 188 bis de l'annexe IV au code général des impôts, dès lors qu'il est supérieur à 500 000 F.

---

<sup>1</sup> Les titres de perception d'IS ne sont pas concernés par le virement.

La possibilité de paiement par prélèvement comprend non seulement le prélèvement à la date limite de paiement, le prélèvement mensuel, mais également le paiement à domicile.

Les dispositions du § 6.3., chapitre 3 de l'instruction codificatrice sur le recouvrement amiable et pré-contentieux s'appliquent donc au prélèvement à la date limite de paiement de cet impôt.

## 1.2. APPRÉCIATION DU SEUIL DE 500 000 F

La limite de 500 000 F s'apprécie échéance par échéance. Il s'agit de la somme qui figure en net sur les avis d'imposition, qu'il s'agisse d'avis d'acompte ou d'avis concernant le solde.

En ce qui concerne les impôts soumis au versement d'acompte(s), le redevable bénéficie, sous sa responsabilité et sous certaines conditions, de la possibilité (prévue par la loi ou la doctrine) de réduire le versement des acomptes normalement exigibles.

- possibilité de réduire les acomptes d'IS prévue à l'article 4 bis de l'article 1668 du CGI ;
- possibilité de calculer les acomptes d'IS sur l'impôt net;
- possibilités de réduire l'acompte de TP en fonction de la réduction de la base d'imposition, d'une cessation d'activité ou du plafonnement de cotisation attendu, prévues à l'article 1679 quinquies du CGI ;
- possibilité de réduire les acomptes d'IR prévue à l'article 1664-4 du CGI.

En application de l'article 1679 quinquies du code général des impôts, les redevables peuvent aussi, sous leur responsabilité, déduire du montant du solde de la taxe professionnelle de l'année N, le montant du dégrèvement auquel ils estiment avoir droit, au titre du plafonnement de leurs cotisations par rapport à la valeur ajoutée de l'année N.

Le seuil de 500 000 F s'apprécie compte tenu de ces possibilités de réduction.

## 2. INFORMATION DES REDEVABLES

### 2.1. IMPÔTS NOUVELLEMENT CONCERNÉS PAR LE VIREMENT OU LE PRÉLÈVEMENT

Une lettre d'information sera adressée aux redevables.

Elle rappellera que le redevable trouvera les éléments d'identification du poste comptable (nom, adresse du poste comptable, RIB) sur son avis et devra les reproduire lorsqu'il effectuera son virement.

Par ailleurs, l'obligation sera systématiquement rappelée sur tous les avis adressés au contribuable.

Lorsque l'avis comporte un TIP celui-ci sera invalidé afin d'éviter son utilisation par le contribuable.

#### 2.1.1. Taxe sur les salaires

La notice explicative du bordereau-avis de liquidation et de versement de taxe sur les salaires rappellera aux redevables (titre IV - Date et modalités de versement) l'obligation de paiement par virement des taxes supérieures à 500 000 F.

#### 2.1.2. Impôt sur le revenu, taxe d'habitation et taxes foncières

Compte tenu du nombre réduit de contribuables soumis à l'obligation de paiement par virement ou prélèvement, un insert (annexe 3) sera adressé aux contribuables concernés avec les avis d'imposition (acompte et solde).

### **2.1.3. Rôles supplémentaires**

Un insert (voir annexe 4) sera joint aux avis d'imposition mis sous pli par les postes comptables.

Il appartiendra à ces derniers de s'adresser au département informatique, via la trésorerie générale, pour obtenir les inserts souhaités.

L'édition par les services fiscaux sur les avis, des coordonnées bancaires (RIB) des postes comptables, nécessite de leur part une mise à jour du fichier des constantes.

Cette opération nécessite la création d'une zone spécifique dans ce fichier et la saisie des RIB dans cette zone au niveau de chaque direction des services fiscaux, au vu d'une liste qui leur sera adressée par la trésorerie générale.

Des instructions seront données en ce sens aux trésoreries générales dans un courrier spécifique.

Ce n'est que lorsque le RIB des postes comptables figurera sur les avis d'imposition édités par les services fiscaux, que les lettres dont le tirage a été effectué par le département informatique pourront être jointes à ces avis par les postes comptables.

## **2.2. IMPÔTS DÉJÀ CONCERNÉS PAR LE VIREMENT OU LE PRÉLÈVEMENT**

### **2.2.1. Impôt sur les sociétés - contributions**

La notice explicative des bordereaux-avis d'acompte et de liquidation qui figure au verso de ces documents a été mise à jour du nouveau seuil de 500 000 F.

Un message de rappel est édité au recto des bordereaux-avis d'acompte et de liquidation.

### **2.2.2. Taxe professionnelle**

De même que pour l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les taxes foncières, un insert (annexe 3) sera adressé aux redevables concernés par l'obligation de paiement par virement ou prélèvement.

## **3. MODALITÉS PRATIQUES**

### **3.1. RÔLE DU REDEVABLE**

#### **3.1.1. Ordre de virement**

##### **3.1.1.1. Éléments à communiquer à la banque**

Après avoir pris les dispositions nécessaires au respect de la date limite de paiement de l'impôt, le redevable donne l'ordre à sa banque de virer sur le compte du Trésor à la Banque de France la somme dont il est débiteur.

La procédure de paiement par virement nécessite que les informations transmises par le redevable à sa banque lors de la passation de l'ordre de virement soient suffisamment précises pour permettre au comptable du Trésor :

- d'identifier la nature et l'échéance de l'impôt acquitté ;
- de rattacher la somme versée auprès de la Banque de France au compte du redevable après rapprochement avec l'impôt correspondant.

Le redevable doit fournir les éléments suivants :

- son nom (24 caractères maximum) ;
- celui du poste comptable de rattachement (24 caractères maximum) ;
- le RIB du poste comptable (23 caractères) à la Banque de France ;
- la référence de l'impôt (voir tableau ci-dessous).

NATURE DE L'IMPOT	REFERENCE
Impôt sur les sociétés Contribution exceptionnelle (acomptes et solde)	<i>11 caractères</i> : "Isnnnnnnnnnn" où nnnnnnnnn (9 caractères numériques) est le numéro SIREN du redevable.
Taxe professionnelle (acompte et solde)	<i>19 caractères</i> : "Tpaaaaarrrrrrrrrrrr" où aaaa (4 caractères) est l'année, rrrrrrrrrrr est la référence de l'impôt (9 caractères numériques), précédée de l'identification du département informatique de gestion (2 caractères numériques) et complétée d'une super-clé (2 caractères numériques).
Impôt sur le revenu Taxe d'habitation Taxes foncières	<i>19 caractères</i> comme pour la TP sous réserve du remplacement des caractères "TP" par "IR", "TH" ou "TF".
Taxe sur les salaires	<i>16 caractères</i> : "TSssssssssssssss" où sssssssssssss est le numéro SIRET (14 caractères numériques).

Le redevable doit envoyer :

- le bordereau-avis d'acompte ou de liquidation d'impôt sur les sociétés (avec toutes pièces justifiant éventuellement des imputations de crédits d'impôt,.....)
- ou le bordereau-avis de TS,

en même temps qu'il effectue le virement de l'impôt correspondant.

Ces deux impôts dits "spontanés" sont, en effet, liquidés directement par le redevable sur les bordereaux eux-mêmes.

En cas de réduction du solde ou de l'acompte de TP dans les conditions prévues par la loi ou pour tenir compte du plafonnement de la taxe professionnelle, il doit adresser au comptable les documents demandés par le code général des impôts et décrits à la section 3, chapitre 2, titre 3 de l'instruction codificatrice sur le recouvrement par voie de rôle.

### 3.1.1.2. Respect de la date limite de paiement

Le redevable doit prendre toutes dispositions pour respecter la date limite de paiement de l'impôt. La date retenue par l'administration pour apprécier le respect de la date limite de paiement est la date de règlement interbancaire qui est inscrite sur la copie d'avis de virement établie par la Banque de France et remise au comptable. Cette date fait foi en cas de contentieux.

Lorsque la date limite de paiement est un samedi, un dimanche, un jour réputé férié pour les banques ou un jour de fermeture d'un des systèmes de paiement interbancaires, le règlement de l'impôt est considéré avoir été effectué dans les délais si la date de règlement interbancaire du virement est celle du premier jour ouvré suivant.

En cas d'incident isolé (panne de système informatique, grève...) rendant impossible l'exécution des ordres de virement dans les délais, les contribuables ne sont pas pénalisés.

La loi est d'interprétation stricte.

Le redevable dont le paiement à effectuer dépasse 500 000 F doit s'acquitter de son obligation par virement (ou prélèvement). Une majoration de 0,2 % sera liquidée, même si ce redevable s'acquitte de son impôt par chèque, suffisamment tôt pour que la somme figure sur le compte du Trésor à la Banque de France à la date limite de paiement.

De même, les virements effectués sur le compte courant postal du comptable ou à partir d'un compte fonds particuliers ne respectent pas l'obligation légale.

### **3.1.2. Possibilité de payer tout impôt par virement**

Les redevables qui le souhaitent peuvent bien entendu régler par virement leur impôt, même s'il est inférieur à 500 000 F.

## **3.2. RÔLE DE LA BANQUE DE FRANCE**

### **3.2.1. Traitement du virement**

Le virement reçu par la banque du redevable est transmis à la Banque de France par l'intermédiaire des systèmes interbancaires d'échange puis traité par celle-ci. La Banque de France édite notamment la copie des avis de virement sur laquelle sont retranscrits tous les éléments communiqués par le redevable lors de la passation de l'ordre.

Le compte du comptable est crédité, par la Banque de France -Service des Comptes Courants (Paris) ou succursales (province)-, le jour de la réception des avis de virement ; toutefois et afin de neutraliser les délais d'édition et d'acheminement de ces formules, le compte du Trésor Public est crédité en valeur le jour du règlement interbancaire. Cette date, qui est mentionnée sur les avis, fait foi en cas de litige et permet d'apprécier le respect par le redevable de la date limite de paiement de l'impôt.

### **3.2.2. Information du comptable**

L'information du comptable est assurée par la Banque de France qui lui transmet un relevé de compte accompagné des copies d'avis de virement. Le relevé de compte mentionne le montant total des opérations de virement.

Les informations données par le redevable à sa banque lors de la passation de l'ordre de virement figurent dans les zones "donneur d'ordre", "bénéficiaire", "motif de l'opération" et "RIB du bénéficiaire".

## **3.3. RÔLE DU COMPTABLE DU TRÉSOR**

### **3.3.1. Saisie du virement dans les applications RIS et REC**

La date de valeur est la date du règlement interbancaire qui est retranscrite sur la copie d'avis de virement reçu par le comptable du Trésor.

Le type de paiement à indiquer est le code 22 « virement ».

### **3.3.2. Comptabilisation du virement**

"Une écriture est passée globalement au journal P14B :

- Débit à la rubrique 3512 "Compte du Trésor à la Banque de France"

- Crédit à la rubrique 300 "Impôts" sous-rubriques intéressées pour les avis de virement identifiés par le comptable
- Crédit à la rubrique 3476 "Imputation provisoire de recettes" sous-rubrique "Recettes à imputer après vérification" pour les avis de virement non identifiés par le comptable.

La date et le numéro de la ligne du journal P14B sont reportés sur le relevé.

### **3.3.3. Délai de conservation des copies d'avis de virement**

La copie d'avis de virement est conservée dans le poste comptable jusqu'à la fin de l'année suivant celle de comptabilisation, puis sera archivée. Ce document comptable pourra être consulté en cas de litige opposant le redevable à l'administration.

### **3.3.4. Le comptable n'est pas en mesure de traiter l'avis de virement**

#### **3.3.4.1. Le comptable ne peut identifier l'(les) impôt(s) payé(s) par virement**

Il comptabilise le montant de l'impôt non identifié en imputation provisoire et prend l'attache du redevable pour connaître la destination de la somme.

#### **3.3.4.2. Des copies d'avis de virement ont été transmises à tort au comptable**

- soit la copie d'avis de virement concerne bien un comptable du Trésor, mais celui qui la reçoit n'est pas compétent ;
- soit la copie d'avis de virement ne concerne pas le réseau du Trésor Public.

En attendant une régularisation de la part de la Banque de France, le comptable comptabilise l'avis de virement qui lui a été transmis à tort à la rubrique 3476 (virements non identifiés).

Les photocopies des documents parvenus à tort au comptable sont classés dans une chemise réservée à cet effet et conservées dans le poste dans les mêmes conditions de délais que les copies d'avis ayant fait l'objet d'une écriture d'encaissement.

La copie d'avis de virement est renvoyée.

A réception du document, la Banque de France porte dans ses écritures la somme correspondante au débit du compte ouvert au nom du comptable. Cette opération qui figurera dans le relevé de compte établi et transmis par la Banque de France est comptabilisée par le poste comptable au débit de la rubrique 3476, pour apurement de cette dernière.

## **4. APPLICATION DE LA MAJORATION DE 0,2 %**

Le non-respect de l'obligation de paiement par virement (ou prélèvement) est sanctionnée par l'application d'une majoration forfaitaire de 0,2 %.

### **4.1. CHAMP D'APPLICATION**

En application de l'article 1762 septies, le non respect de l'obligation de paiement par virement ou prélèvement entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre mode de paiement.

Les majorations de 0,2 % et 10 % sont exclusives l'une de l'autre.

La majoration de 0,2 % est calculée sur les sommes qui ont bien été versées à l'échéance, mais qui l'ont été par un autre moyen de paiement que le virement (ou le prélèvement).

Elle n'est jamais liquidée sur les sommes versées hors délais (que ces sommes aient été versées par virement ou par un autre mode de paiement).

La majoration de 10 % est calculée sur les montants qui demeurent impayés à la date d'échéance.

Un tableau en annexe 2 récapitule les conditions d'application des majorations de 10 % et 0,2 %.

#### 4.2. DATE DE LIQUIDATION

En matière d'impôts spontanés (IS, TS), la majoration de 0,2 % est liquidée en fin d'exercice comme la majoration de 10 %.

En matière d'impôts sur rôle, la majoration de 0,2 % concernant les acomptes éventuels (TP, IR) est liquidée à la mise en recouvrement du rôle. Celle concernant le solde est liquidée au même moment que la majoration de 10 %.

#### 4.3. RECOUVREMENT

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 1736 du code général des impôts s'appliquent à la majoration de 0,2 %.

Conformément à cet article, le recouvrement et le contentieux de cette sanction sont assurés et suivis, dans les délais et selon les règles applicables à la catégorie d'impôts qu'ils concernent, contre tous débiteurs tenus du principal desdits impôts ou déclarés solidaires pour le paiement des pénalités.

En cas de décès du contrevenant ou s'il s'agit d'une société, en cas de dissolution, la majoration de 0,2 % constitue une charge de la succession ou de la liquidation.

En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, la majoration de 0,2 % est portée, comme la majoration de 10 %, sur un titre de perception.

En ce qui concerne les autres impôts, la majoration de 0,2 % donne lieu à l'envoi d'une lettre spécifique adressée au redevable.

#### 4.4. REMISE DE LA MAJORATION DE 0,2 %

L'instruction des demandes en remise de majoration de 0,2 % est effectuée dans les conditions fixées au chapitre 4, titre 6 de l'instruction codificatrice sur le recouvrement de l'impôt par voie de rôle.

Toutes difficultés d'application devront être signalées à la Direction sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4ÈME SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE N° 1 : Article 71 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998

- I. - Au 3 de l'article 1681 quinquies du code général des impôts, après les mots : « visé à l'article 1668 » sont insérés les mots : « et à la taxe sur les salaires mentionnée à l'article 231 » et les mots : « excède un million de francs » sont remplacés par les mots : « excède 500 000 F ».
- II. - A l'article 1681 sexies du même code, les mots : « excède un million de francs » sont remplacés par les mots : « excède 500 000 F » et les mots : « l'acompte et le solde de la taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « les impôts exigibles dans les conditions fixées à l'article 1663 ainsi que les acomptes mentionnés aux articles 1664 ou 1679 quinquies ».
- III. - Les dispositions des I et II s'appliquent à compter du 1er janvier 1999.

## ANNEXE N° 2 : Conditions d'application des majorations de 10 % et 0,2 %

PAIEMENT PAR VIREMENT  
SITUATIONS ENTRAÎNANT L'APPLICATION  
DES MAJORATIONS DE 10 % ET 0,2 %

Situation au regard du paiement de l'impôt	Majoration de 10 %		Majoration de 0,2 %	
	oui	non	oui	non
Paiement total dans les délais - par virement - par autre mode de paiement		x x	x <sup>2</sup>	x
Paiement partiel dans les délais - par virement - par autre mode de paiement	x <sup>3</sup> x <sup>2</sup>		x <sup>1</sup>	x <sup>4</sup>
Paiement tardif total ou partiel - par virement - par autre mode de paiement	x <sup>2</sup> x <sup>2</sup>			x <sup>3</sup> x <sup>3</sup>

<sup>2</sup> La majoration de 0,2 % est calculée sur les sommes qui ont bien été versées à la date d'échéance, mais qui l'ont été par un autre moyen de paiement que le virement.

<sup>3</sup> La majoration de 10 % est calculée sur les sommes qui demeurent impayés à la date d'échéance.

<sup>4</sup> La majoration de 0,2 % n'est jamais liquidée sur les sommes versées hors délais (que ces sommes aient été versées par virement ou par un autre mode de paiement).



ANNEXE N° 4 : Lettre d'information pour les redevables d'impôts recouvrés par voie de rôles supplémentaires.

Madame, Monsieur,

Les paiements exigibles à compter du 1er janvier 1999 doivent être payés par virement au profit du compte du Trésor à la Banque de France, lorsque la somme à acquitter est supérieure à 500 000 F (76 224,51 €).

Vous devrez, lors de la passation de l'ordre de virement, communiquer à votre banque les renseignements qui se trouvent dans le tableau ci-dessous. Ces renseignements sont en effet indispensables pour imputer votre règlement et devront donc toujours figurer sur l'ordre de virement bancaire.

Pour la passation de ces ordres de virement, vous devrez prendre contact avec votre banque dans le souci d'éviter toute difficulté ultérieure.

Il est précisé que la date qui fait foi pour le paiement est celle du règlement interbancaire. Celle-ci correspond à la date de créditement du compte du Trésor à la Banque de France. Vous devez donc prendre toutes dispositions pour que cette date ne soit pas postérieure à la date limite de paiement afin d'éviter une majoration de 10 %.

J'attire votre attention sur le fait qu'une majoration de 0,2 % du montant de l'impôt dû est applicable en cas de non-respect de l'obligation de paiement par virement.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Comptable du Trésor

**Eléments à communiquer à votre banque**  
**Pour le paiement de votre impôt**

Nom du redevable \*

[illegible]

Nom de la Trésorerie de rattachement \*

[illegible]

RIB de la Trésorerie \*

[illegible]

\* tel(le) qu'il(elle) figure sur l'avis d'imposition